

ASSOCIATION
RENCONTRE ET AMITIÉ D'ICI ET D'AILLEURS
34 A Avenue Jean-Baptiste Dumas
30100 ALES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **RENCONTRE ET AMITIÉ D'ICI ET D'AILLEURS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Principe de continuité de l'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans les règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des informations fournies dans les notes annexes.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'Association sur la base des informations disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

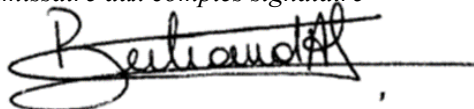
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 21 Mai 2026

SAS SENSEA AUDIT

Représentée par Anne-Laure BERTRAND

Commissaire aux comptes signataire



Bilan Actif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 800,00	1 800,00		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	19 362,31	18 312,03	1 050,28	1 782,04
	Autres immobilisations corporelles	170 483,73	113 946,92	56 536,81	55 210,43
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	49,00		49,00	199,00
	TOTAL (II)	191 695,04	134 058,95	57 636,09	57 191,47
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 947,95		2 947,95	2 785,20
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	63 917,18		63 917,18	62 716,66
	Charges constatées d'avance	2 281,85		2 281,85	9 201,47
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	224 234,92		224 234,92	263 384,10
	TOTAL (III)	293 381,90		293 381,90	338 087,43
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		485 076,94	134 058,95	351 017,99	395 278,90

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

49,00

199,00

(2) dont créances à plus d'un an



Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	29 479,97	20 500,00
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	199 755,82	199 755,82
	Excédent ou déficit de l'exercice	(3 335,51)	8 979,97
	Total des fonds propres (situation nette)	225 900,28	229 235,79
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	21 361,64	16 576,28
	Provisions réglementées	6 451,40	6 451,40
	Total des fonds propres	253 713,32	252 263,47
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		30 855,00
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		2 928,77
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		33 783,77
Provisions	Provisions pour risques	8 320,88	10 706,93
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	8 320,88	10 706,93
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 421,63	23 182,83
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	30 414,14	66 698,68
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 011,00	3 803,19
	Produits constatés d'avance	39 137,02	4 840,03
	Total des dettes (1)	88 983,79	98 524,73
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	351 017,99	395 278,90
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	88 983,79	98 524,73
	(2) Dont emprunts participatifs		



Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	3 259,79	3 211,10
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	216 294,11	221 240,40
	dont parrainages	143 929,34	142 164,64
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	285 061,62	346 606,18
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	279,99	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	4 651,33	2 995,84
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	33 783,00	25 809,20
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	1 167,72	1 392,17
	Total des produits d'exploitation	544 497,56	601 254,89
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	22 927,75	26 493,79
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	181 348,93	217 628,40
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 067,95	2 655,60
	Salaires	246 781,43	231 413,94
	Cotisations sociales	62 925,77	64 214,88
	Dotation aux amortissements et dépréciations	24 521,36	21 155,12
	Dotation aux provisions	2 265,28	4 385,41
	Reports en fonds dédiés		30 855,00
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	2 274,96	3 062,39
	Total des charges d'exploitation	548 113,43	601 864,53
RESULTAT D'EXPLOITATION		(3 615,87)	(609,64)



Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
		Règlement ANC 2022-06	
RESULTAT D'EXPLOITATION		(3 615,87)	(609,64)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	280,36	366,09
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		280,36	366,09
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		280,36	366,09
RESULTAT COURANT avant impôts		(3 335,51)	(243,55)
	Produits exceptionnels		9 223,52
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			9 223,52
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		544 777,92	610 844,50
TOTAL DES CHARGES		548 113,43	601 864,53
EXCEDENT ou DEFICIT		(3 335,51)	8 979,97
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		53 422,40	52 385,00
TOTAL		53 422,40	52 385,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		53 422,40	52 385,00
TOTAL		53 422,40	52 385,00



Règles et Méthodes Comptables

Présentation de l'association Rencontre et Amitié d'Ici et d'Ailleurs

L'objet social de l'association est décrit ainsi dans les statuts :

L'association Rencontre et Amitié d'Ici et d'Ailleurs (R.A.I.A) a été fondée en 1984. Elle a pour objet de *« contribuer à l'amélioration des conditions de vie au sein du quartier des Prés-Saint-Jean à Alès (Gard). Elle intervient notamment en faveur de l'épanouissement et l'éducation des enfants, l'accès aux droits des habitants, ainsi que le développement de la cohésion et du lien social, et elle lutte contre toute forme d'enfermement. »*

Ses principaux axes d'intervention sont les suivants :

Accueil de Loisirs Sans Hébergement en direction d'enfants et d'adolescents de 6 à 17 ans

Activités périscolaires du niveau élémentaire au collège.

Accompagnement à la scolarité pour les élèves de primaire, les collégiens soutenue par des bénévoles et des étudiants de l'école de Mines d'Alès.

Ateliers parents et enfants

Médiation entre établissements scolaires et parents d'élèves et soutien auprès de ces derniers vis-à-vis de la scolarité et l'éducation de leurs enfants

Soutien aux habitants dans leurs différentes démarches (emploi, logement, consommation, santé, scolarité, Etat civil...) et interface avec les organismes institutionnels.

Aides aux démarches administratives.

Ateliers et sorties en direction des adultes, dans une logique d'accès aux loisirs et à la culture et de développement du lien social.

Initiatives conviviales afin de favoriser le développement du lien social et la participation des habitants à la vie locale ainsi que de contribuer à l'animation du quartier.

L'action MA PREPACODE dont l'objectif est de promouvoir un espace d'égalité des chances sans distinction ou de contrainte liée à l'apparence aux langages et à l'analphabétisation. Cet environnement sécurisant a pour vocation de préparer les participantes à l'examen du code de la route dont les finalités s'articulent autour de l'insertion, la mobilité et se libérer des contraintes de dépendances.

Et des actions autour du numérique, car le pôle numérique a pour vocation de promouvoir un accès aux droits pour tous, un apprentissage aux outils informatiques et permet aux usagers non équipés d'effectuer leurs démarches administratives dématérialisées afin d'acquérir des compétences et une autonomie. Ce pôle est marqué par une forme d'innovation sociale centrée sur la culture avec l'action Micro folie.

Dans les nouvelles actions qui ont été mises en place sur fin 2024, on peut citer l'action Alès Médiation, cette action a été mise en place afin de permettre aux jeunes du quartier d'être en contact avec un éducateur, (dans le quartier ou au bar des Prés St Jean) que la prise de contact puisse être plus accessible, facile et humaine dans le sens que le jeune puisse parler redonner, confiance aux institutions, (démarches administratives, accompagnement du parcours professionnel, ou aborder questions diverses, la santé.

L'association RAIA est agréée Espace de Vie Sociale par la CAF du Gard.



Règles et Méthodes Comptables

L'association porte l'agrément DDCS Jeunesse et éducation populaire.

Depuis le 1er novembre 2022, l'association RAIA a obtenu l'agrément centre social, délivré par la CAF du Gard.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2025** dont le total est de de **351 018** euros et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de **-3 336** euros.

L'exercice considéré a une durée de **12** mois., recouvrant la période du **01/01/2025** au **31/12/2025**

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association RENCONTRE ET AMITIE ICI ET D AILLEURS RAIA** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n°83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
 - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
 - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
 - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
 - 2018-06 du 05 Novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
 - 2022-06 du 04 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, entré en application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 01 janvier 2025, modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable générale

Faits Caractéristiques de l'exercice

NEANT



Règles et Méthodes Comptables

Changements de méthodes :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce et au Plan Comptable Général en vigueur, tel que modifié par le règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2022- 06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 et a été appliqué pour la première fois par l'Association au titre de l'exercice.

Ce changement de réglementation comptable, suite à l'application du nouveau règlement ANC 2022-06, entraîne notamment :

- La suppression de la technique de transfert de charges ;
- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- Un nouveau format d'annexe,
- Et la présentation de nouveaux modèles d'états financiers

L'application du règlement ANC 2022-06 n'a pas d'impact significatif sur la présentation des comptes 2025 de l'Association et sur la comparaison des données financières entre les exercices 2025 et 2024.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Principe de Continuité de l'exploitation

La continuité d'exploitation qui sous tend l'établissement des comptes de l'exercice 2025 est conditionnée par le maintien des engagements financiers de l'ensemble des partenaires de



Règles et Méthodes Comptables

l'association, notamment le renouvellement des subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourraient s'avérer inappropriée si ces subventions n'étaient pas reconduites.

Evaluation des actifs

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- Leur prix d'achat (*y compris taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement*).
- Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Les coûts des emprunts sont comptabilisés en charges.

La valeur résiduelle n'est pas prise en compte dans la base amortissable des éléments d'actifs. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.



Règles et Méthodes Comptables

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 50 ans
Installations techniques	Linéaire	3 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

La base amortissable est diminuée de la valeur résiduelle dès lors que celle-ci est significative et mesurable.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs ont été évalués à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à disposition.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



Règles et Méthodes Comptables

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement sont placées sur un support sécurisé livret associatif.

Engagement en matière de pensions et retraites

Les engagements de retraite de RAIA envers ses salariés ont fait l'objet d'une évaluation, au 31 Décembre 2025, pour ses salariés présents à cette date. Cette évaluation permet d'estimer l'engagement de l'association à 8.320,88 €, charges sociales comprises. Il s'élevait à 10.706,93 € au 31 Décembre 2024.

Le calcul prend en compte les dispositions de la convention **convention collective ECLAT (Animation, Éducation populaire, Loisirs et Tourisme — IDCC 1518)** applicable à l'association et les tables de mortalité à jour, il est effectué avec les hypothèses suivantes ::

- Taux de charges sociales et fiscales : 32 %,
- Taux d'actualisation : 3.96 %
- Taux d'augmentation des salaires : 1.5 %,
- Age de départ à la retraite : 65 ans.

Cette dette actuarielle fait l'objet d'une provision comptabilisée au titre de cet engagement.

Fonds dédiés

L'association a mis en réserve de fonds dédiés à la clôture de l'exercice sur la part des subventions qui n'ont pu être utilisées.

Voir tableau des fonds dédiés antérieurs et constitués au cours de l'exercice.

Précisions sur les subventions perçues :

Des concours publics, des subventions ont été octroyés à l'association (art 431-9 règlement ANC n° 2016-06) pour un montant de 285 062€ de subventions de fonctionnement :

Les origines de ces financements proviennent de l'ETAT pour un montant de 114 568€, du Conseil



Règles et Méthodes Comptables

Départemental du Gard pour un montant de 88 802€, 6 000€ sont versés par Alès Agglomération, 9 500€ ont été versés par la Région Occitanie, la ville d'Alès a versé 44 659€, 21 533€ proviennent de la caf du Gard.

Précisions sur les ressources perçues :

Les ressources pour un montant de 216 294€ sont essentiellement composées de prestations versées par la caf du Gard et des participations des usagers dans le cadre des règlements des participations pour les animations des activités.





Amortissements

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	20	L	1 800,00		1 800,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 800,00		1 800,00
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	10	L	17 580,27	731,76	18 312,03
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	20	L	10 986,32	1 239,86	12 226,18
	Matériel de transport	20	L	40 209,37	10 928,31	51 137,68
	Matériel de bureau, mobilier	20et33.	L	38 961,63	11 621,43	50 583,06
	Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			107 737,59	24 521,36	132 258,95
TOTAL				109 537,59	24 521,36	134 058,95



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds propres				
- Valeur du patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires				
Réserves pour investissements				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves	20 500,00	8 979,97		29 479,97
Report à nouveau	199 755,82			199 755,82
Résultat de l'exercice	8 979,97	(3 335,51)	8 979,97	(3 335,51)
Autres fonds associatifs				
- Apports avec droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'équipement	44 219,98	13 816,98		58 036,96
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort.				
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
Autres subventions d'investissement	(27 643,70)		9 031,65	(36 675,35)
Droits des propriétaires				
TOTAL	245 812,07	19 461,44	18 011,62	247 261,89



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Fonds dédiés				
CD 30 MEDIATION SOCIALE	26 355,00	26 355,00		
CPAM 30 ACTION PREVENTION SANTE	4 500,00	4 500,00		
TOTAL	30 855,00	30 855,00		

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				



Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	49,00	49,00	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	58 658,21	58 658,21	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	5 258,97	5 258,97	
	Charges constatées d'avance	2 281,85	2 281,85	
	TOTAL DES CREANCES	66 248,03	66 248,03	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	17 421,63	17 421,63		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	8 178,23	8 178,23		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 920,91	21 920,91		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	315,00	315,00		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 011,00	2 011,00		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	39 137,02	39 137,02		
	TOTAL DES DETTES	88 983,79	88 983,79		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Annexe libre

État des Produits à Recevoir et Charges à Payer

(31/12/2025) en euros)

Charges à Payer	Libellé	Montant (€)
408100	FNP Facture CLAAP IN Clown	70.00€
	FNP Facture Honoraire du commissaire aux comptes (2025)	3 475.50€
428200	Provision Congés Payés	8 178.23€
438220	Provision Charges sociales CP	2 500,10€
468600	Cotisations OPCO(UNIFAF)	2 011,00€

Produits à recevoir	Libellé	Montant (€)
468700	Remboursements OPCO (Avances)	2 848.26€
	ASP Contrats civiques 1225	300,00€
	MUTEX (Régularisations avenant)	2 110.71€
441441	REGION A recevoir	4 750,00€
442000	CAF A Recevoir	53 908.21€



Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	44 219,98	13 817,01		58 036,99
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	44 219,98	13 817,01		58 036,99
Quotes-parts virées au compte de résultat	27 643,70	9 031,65		36 675,35

DETAIL DES SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT

DATE	FINANCEUR	NATURE	Montant de la Subv
04/03/2020	CAF Du Gard	Cuisine	5 850,00€
21/09/2020	CAF Du Gard	Minibus	14 202,34€
03/08/2021	CAF Du Gard	Accueil Numérique	7006.67€
01/01/2021	CAF Du Gard	Aménagement Micro	7 609.13€
23/07/2024	CAF Du Gard	Aménagements Asso	9 551.84€
10/03/2025	CAF Du Gard	Achat Minibus+Point Accueil	12 962.63€
09/05/2025	CAF Du Gard	Solde subvention 2023	854.38€
	Montant		58 036.99€



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION FRANCE BASKET/COMITE BASKET		2 281,85	2 281,85
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 281,85



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			39 137,02
Détail des PCA			
Participations des usagers	01/01/2026 30/06/2026	1 107,02	
CD CLAS 2025/2026	01/01/2026 30/06/2026	2 090,00	
ANCT CLAS 2025/2026	01/01/2026 30/06/2026	1 792,00	
CD MEDIATION 2025/2026	01/01/2026 30/06/2026	34 148,00	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			39 137,02



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
CLAS: 1560h à 15.44€	24 086,40	23 618,40
FESTIVAL: 1570h à 15.44€	24 240,80	23 769,80
Différentes réunions /Conseils d'administrations/AG soit 200h à 15.44€	3 088,00	3 028,60
Pole Adules: 130 h à 15.14€	2 007,20	1 968,20
	53 422,40	52 385,00
Total	53 422,40	52 385,00

Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
CLAS : 1560h à 15.44€	24 086,40	23 618,40
FESTIVAL : 1570h à 15.44€	24 240,80	23 769,80
Différentes réunions/conseils d'administrations/AG soit 200h à 15.44€	3 088,00	3 028,60
Pole Adultes : 130h à 15.44€	2 007,20	1 968,20
	53 422,40	52 385,00
Total	53 422,40	52 385,00



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Règlement ANC 2025-01	Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
	Commissaire aux comptes titulaire							
	31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%
Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes								
Honoraires afférents à la certification des comptes								
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	3 475,50	3 377,00	100,00	100,00				
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	3 475,50	3 377,00	100,00	100,00				

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								
--	--	--	--	--	--	--	--	--

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »



Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers			
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		8,42	
	Cadres et ingénieurs		1,00	
	Autres catégories			
	TOTAL		9,42	



Annexe au Bilan

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS PAR NATURE :

Les heures de bénévolat se sont réparties de la manière suivante sur l'exercice :

HEURES TOTALES DE BENEVOLAT SUR L'ANNEE		
Action	Heures	TOTAL
CLAS	1560	3 460
FESTIVAL	1570	
CONSEIL D'ADMINISTRATION	200	
POLE ADULTE	130	

La valorisation de ces contributions volontaires part nature est la suivante :

taux brut : SMIC HORAIRE 2025, soit 11.88 euros

taux de charges sociales et fiscales appliqué : 30 % (taux moyen 2025)

soit un taux chargé de **15.44 euros par heure de bénévolat.**

à titre d'information, la participation bénévole des membres aux instances de gouvernance associatives a représenté, en 2025, un total de 200 heures valorisées à 3 088 euros.

ces contributions volontaires en nature ne figurent pas au compte de résultat.

La rémunération des dirigeants :

Dans le cadre de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 Mai 2006, l'association communique la rémunération des trois plus haut cadres dirigeants bénévoles et/ou salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Les trois personnes entrant dans le champ d'application de la loi sont :

- Le Président,
- Le Trésorier,



Annexe au Bilan

- Le Directeur de l'association.

Seul le Directeur de l'association bénéficie d'une rémunération. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

